

## ANNEXE 3

### Documents administratifs à remettre par le soumissionnaire retenu lors de l'attribution du marché

Les documents requis ci-dessous sont demandés lors de l'attribution du marché et sont à déposer par le soumissionnaire retenu sur la plateforme PLACE (via [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

#### Pour tous les soumissionnaires attributaires

- ☒ Le cas échéant, les éléments nécessaires à la régularisation du dossier administratif (éléments initialement requis absents ou incomplets) ;
- ☒ **L'imprimé DUME dûment complété et signé ;**
- ☒ La dernière attestation de régularité fiscale exigible et attestant la souscription des déclarations et le paiement des impôts et taxes dus au Trésor public<sup>1</sup> (impôt sur les sociétés<sup>2</sup> et TVA) ; *(cf. art R2143-7 du code de la commande publique; art 1 de l'arrêté du 22/03/2019 ECOM1830220A) ;*
- ☒ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** ; *(cf. art R2143-7 du code de la commande publique; art 2-I à 2-III de l'arrêté du 22/03/2019 ECOM1830220A ; art D8222-5 ou D8222-7 code du travail et L243-15 du code de la sécurité sociale) ;*
- ☒ Un extrait K, ou Kbis ou D1 **de moins de 3 mois** ou tout document justifiant une inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ; *(cf. art 2143-9 du code de la commande publique; art D8222-5 ou D8222-7 code du travail) ;*
- ☒ Un RIB/RIP ;
- ☒ L'attestation d'assurance (art 3.7 du CCAP) en cours de validité (par anticipation).
- ☒ L'acte d'engagement du lot attribué revêtu d'une signature électronique (si celle-ci n'a pas été apposée dès le dépôt).

#### Pour certains soumissionnaires attributaires

- ☒ **Pour le soumissionnaire attributaire employant des travailleurs détachés** et avant chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail ; *(cf. art. 2143-8 du code de la commande publique; R 1263-12 du code du travail).*
- ☒ **Pour le soumissionnaire attributaire employant des travailleurs étrangers** (hors travailleurs détachés), un document indiquant, pour chaque travailleur étranger, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, conformément aux dispositions des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ; *(cf. art. 2143-8 du code de la commande publique ; D.8254-2 du code du travail)*

<sup>1</sup> En matière de TVA : pour un redevable au réel mensuel, la dernière échéance contrôlée portera sur l'avant-dernier mois précédant la demande de délivrance de l'attestation concernée ; pour un redevable au réel trimestriel, la dernière échéance contrôlée portera sur le dernier trimestre pour lequel la date limite de dépôt est échue le mois précédant la demande de délivrance de l'attestation concernée. En matière de résultat : pour les attributaires soumis à l'IS, le dernier exercice contrôlé portera sur l'exercice dont l'obligation déclarative est échue au jour de la demande.

<sup>2</sup> Impôt sur le revenu s'agissant des personnes physiques.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux-ci-dessus mentionnés, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

\*  
\* \*

#### **A titre d'information :**

1. **le certificat «social»**, peut être délivré en ligne sur le site de l'[Urssaf](#) ou sur le site de la [MSA](#)
2. **le certificat «fiscal»**, qui permet de justifier de la régularité de la situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) peut être obtenu :
  - directement en ligne via le [compte fiscal](#) (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
  - auprès du service des impôts via le formulaire [n°3666](#) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...)

#### **Code de la commande publique :**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000037701019&idSectionTA=&dateTexte=20190401>

#### **Arrêté ECOM1830220A :**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318472&dateTexte=&categorieLien=id>

#### **Art. L243-15 du code de la sécurité sociale :**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000028394718&cidTexte=LEGITEXT000006073189&dateTexte=20160804>

#### **Art. D8222-5 du code du travail :**

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?sessionId=A5CE379E90CEBA7B2F0737BEE9C573D1.tpdila18v\\_3?idArticle=LEGIARTI000024833491&cidTexte=LEGITEXT000006072050&categorieLien=id&dateTexte](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?sessionId=A5CE379E90CEBA7B2F0737BEE9C573D1.tpdila18v_3?idArticle=LEGIARTI000024833491&cidTexte=LEGITEXT000006072050&categorieLien=id&dateTexte)

#### **Art. L 5212-2 à L5212-5 du code du travail :**

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionId=A5CE379E90CEBA7B2F0737BEE9C573D1.tpdila18v\\_3?idSectionTA=LEGISCTA000006189797&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20160804](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionId=A5CE379E90CEBA7B2F0737BEE9C573D1.tpdila18v_3?idSectionTA=LEGISCTA000006189797&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20160804)

#### **Art. R 1263-12 du code du travail :**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000031650410&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20160804>

#### **Art. D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail :**

[https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionId=A5CE379E90CEBA7B2F0737BEE9C573D1.tpdila18v\\_3?idSectionTA=LEGISCTA000018520578&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20160804](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionId=A5CE379E90CEBA7B2F0737BEE9C573D1.tpdila18v_3?idSectionTA=LEGISCTA000018520578&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20160804)